



ACTUALITÉ SOCIALE

## Pain Balladur et serrage de ceinture

**B**ALLADUR nous avait annoncé un « nouveau souffle pour septembre ». Et voici que nous nous retrouvons, en cette rentrée, avec Balladur-le-ballotté. Ballotté par les vents contraires qui soufflent surtout dans « sa » majorité. Ballotté entre les Maastrichtiens de garde du « franc fort » et de l'Europe libre-échangiste et ceux qui, comme Seguin, prônent « une autre politique » de

« Résignation dangereuse », toujours selon le même Suffert. Où allons-nous, mon cher, avec ce rouge Balladur ? Ces propos traduisent, évidemment, la pensée profonde de certains secteurs patronaux, telle la tristement célèbre Union des industries métallurgique et minière (UIMM), qui a déjà eu l'occasion d'exprimer sa rancœur. Tout cela indique que nous pouvons nous

attendre à de nouvelles offensives contre les « acquis sociaux ».

Si le petit personnel de la politique est agité par des courants contraires, c'est parce que le

« ...ce ne sont ni les gouvernements ni les banques centrales qui ont décidé du sort du SME, mais une petite bande de grands spéculateurs. »

grand monde de l'industrie, du négoce et de la finance, celui qui tire les ficelles, est loin d'être unanime. Les intérêts divergent entre ceux qui veulent exporter avec plus de facilité et ceux qui ont besoin d'importer au plus bas prix ; entre ceux qui ont besoin de tranquillité sociale pour leurs petites affaires ; ceux qui voudraient bien que le Français moyen dispose d'un peu plus de pouvoir d'achat et ceux qui veulent, avec férocité, réduire les coûts de production pour pouvoir mieux se placer sur les marchés mondiaux.

Nous en avons qui tiennent à la stabilité de la monnaie et d'autres qui entendent bien spéculer en toute liberté. (Nous avons vu, à ce propos, où se situe le vrai pouvoir : ce ne sont ni les gouvernements ni les banques centrales qui ont décidé du sort du SME, mais une petite bande de grands spéculateurs. Les « décideurs » n'ont eu qu'à enregistrer les résultats !)

Si, comme dirait l'autre, les plus insatiables des patrons demandent « toujours plus », les dirigeants du CNPF reconnaissent que le « plan quinquennal » de Balladur répond, en partie, à leur attente. Le contraire eût été étonnant... Bien sûr ils espéraient quelques coups de canif dans le SMIC. Ce sera pour une prochaine fois...

Les « partenaires sociaux » sont convoqués pour le lundi 6 septembre à Mâtignon, Certains commentateurs nous préviennent que cette conférence risque d'être moins sereine que celle du 23 avril dernier. On se souvient, en effet, de ce sympathique spectacle sur le péron de Mâtignon : le secrétaire général de la CGT conversait aimablement avec Balladur, tandis que ce bon

« Ne parlons plus du chômage, nous n'y pouvons rien ; donnons la priorité à la lutte contre la délinquance et l'immigration. »

Enfin, il se trouve des individus pour qui le gouvernement ne joue pas suffisamment du tournevis social. C'est, par exemple, le cas de ce triste Georges Suffert qui, jadis, se situa presque à l'extrême gauche et écrivait dans l'ancêtre du *Nouvel Obs*, *France-Observateur*, alors dirigé par Claude Bourdet. Aujourd'hui, ce Monsieur Suffert exhale son amertume parce que Balladur a affirmé qu'il ne fallait pas compter sur lui pour démanteler la protection sociale. Et, dans son « plan quinquennal pour l'emploi », il écarte prudemment toute remise en cause du SMIC. Il n'en faut pas plus pour que Monsieur Suffert s'indigne dans son éditorial du *Figaro* du 14-15 août : « Si tout gouvernement français est lié par les formes des systèmes sociaux édités dans un tout autre univers économique, de quelle marge de jeu dispose-t-il ? La France est-elle condamnée à une espèce de social-démocratie informelle ? »

ANTIFASCISME  
PASSERELLES ET CHAUSSE-  
TRAPES DE LA GAUCHE  
P. 2

T2137 - 922 - 10.00 F



LES FRANÇAIS CONSOMMENT MOINS !



Marc Blondel expliquait, avec un large sourire, que l'entrevue avait été « prometteuse ». Aujourd'hui le secrétaire général de FO est moins heureux...

Même si Nicole Notat s'efforce de trouver quel-ques points « positifs », l'accord est en voie de se réaliser, semble-t-il, entre la CGT, la CFDT et FO contre ce déjà célèbre « plan quinquennal ».

Celui-ci tend, en effet, à accroître la « flexibilité » et à aggraver la précarité. L'annualisation du temps de travail devrait permettre aux patrons de faire exécuter des heures supplémentaires quand ça les arrange, sans payer les majorations de tarifs

prévus par les conventions. Quant aux contrats à durée déterminée, ils pourront s'étendre sur vingt-quatre mois au lieu de dix-huit et être renouvelés deux fois au lieu d'une, ce qui réduira encore le nombre d'em-

bauches définitives.

Mais voici la bonne nouvelle de l'année : les impôts sur le revenu vont diminuer. Mais, nu-

ance, pour les Français moyens seulement. Les gros, rassurez-vous, ont d'autres combines dans leur sac d'actions et obligations. C'est donc aux petits, ceux du bas de l'échelle, que reviendra, encore une fois, l'honneur de contribuer au redressement du pays.

C'est donc aux petits, ceux du bas de l'échelle, que reviendra, encore une fois, l'honneur de contribuer au redressement du pays.

EDITORIAL

### Pas de répit pour les sans logis

Jeudi 27 août 1993, 6 h 15. Encore une fois, la brutalité crasse du droit des propriétaires a parlé : 32 adultes et 35 enfants expulsés du squatt du 41, avenue René-Coty, la Fondation Louise-Koppe, à Paris, et jetés à la rue. La troisième expulsion d'un squatt parisien en l'espace d'un mois. L'été est dur pour les sans logis. Et ceci malgré le soutien de nombreuses personnalités (le chanteur Jacques Higelin, Marseigneur Gaillot, les dessinateurs Siné et Cabu, l'abbé Pierre, les professeurs Monod, Jacquard, la comédienne Josiane Balasko...) et l'association Droit au logement.

Inimitable, Jean Tibéri, adjoint de Chirac au Logement, s'est étonné que ces expulsés protestent et refusent cette proposition, « humaine » à ses yeux : quelques jours à l'hôtel, payé par la Mairie de Paris, et puis basta !

Cet été, également, le gouvernement Balladur a promulgué des décrets en faveur des propriétaires : hausses de loyers sur Paris « assouplies » (alors qu'ils sont déjà en moyenne deux fois plus élevés que dans les autres villes de France), mais aussi détaxation des ventes de SICAV, réinvesties dans la pierre. L'Etat sait qu'il doit défendre. Et ce n'est sûrement pas les quelque 60 000 sans logis et 80 000 mal-logés de Paris ni les locataires. Ceux-ci risquent même de se souvenir d'une bien vieille chanson : « Si tu veux être heureux, nom de Dieu, pends ton propriétaire ! »

Selon le *Canard enchaîné*, cette diminution des impôts est destinée à faire oublier l'augmentation de la CSG (passée, au 1<sup>er</sup> août, de 1,1 à 2,4%). Pour les petits salariés, on l'aura compris, cette augmentation demeurera inoubliable, tout comme celles des cotisations UNEDIC depuis le 1<sup>er</sup> août. Inoubliable également, pour les chômeurs, la nouvelle baisse de leurs allocations. Ces deux mesures (baisse des allocations et augmentation des cotisations) « rapporteront » plus de dix milliards par an. Pendant ce temps, les mesures du « plan quinquennal » pour la prise en charge par l'Etat des cotisations « familiales » payées jusqu'ici par les patrons représentent un cadeau de cinq milliards pour 1993, pour arriver à trente-huit milliards en 1998.

(suite p. 3)

Achetez « le Monde libertaire » hors-série LÉO FERRÉ  
en vente en kiosque au prix de 15 F

FOP2520

# Passerelles et chausse-trapes de la gauche

20 mai 1992. « La Nouvelle Droite en odeur de sainteté au PC », tel est le titre d'un article du *Canard enchaîné* consacré à une réunion tenue à la Mutualité sous l'égide de l'Institut de recherches marxistes dirigée par Francette Lazard avec, comme invité de choix, Alain de Benoist. Événement presque folklorique, sur fond de crise du « communisme » néo-stalinien, et qui n'aurait guère éveillé l'attention depuis si la déroute électorale du PS n'avait révélé les ravages provoqués par une décennie de mitterrandisme dans le paysage intellectuel français, incitant les uns à chercher des boucs émissaires, les autres des dérivatifs — pour masquer les responsabilités. Un an plus tard, branle-bas dans les salles de rédaction de la grande presse parisienne. Jean-Paul Cruse, journaliste à *Libération* et de surcroît membre de la CGT, écrit dans *L'Idiot international* de mai 1993 un article pour le moins douteux, « Vers un front national ». Il y attaque péle-mêle Wall Street, le sionisme international, la Bourse de Francfort et les nains de Tokyo, signant, aux yeux de ses juges, l'alliance des néo-bolcheviques et des néo-fascistes, des Rouges et des Bruns. Car dans la foulée, le *Canard* révèle que Marchais, sommé de s'expliquer sur les liens PC-extrême droite via *L'Idiot international*, aurait invité les auteurs de cette mise en demeure à rendre public l'objet de ce scandale pour y mettre fin (« Quand l'extrême droite drague dans les eaux communistes », 23 juin 1993) — et river le clou aux méchants petits camarades. Dans le même temps, Olivier Biffaud et Edwy Plenel pourfendent, dans *le Monde* du 26 juin 1993, Edward

Limonov et Jean-Paul Cruse, deux responsables de « La tentation national-communiste », qui prend ainsi la succession de « la tentation totalitaire ». Quant à *Libération*, pour ne pas être en reste, il livre à ses lecteurs un copieux dossier sur « Les compagnons de la galaxie nationale-bolchevique » (29 juin 1993) et sur « Les passerelles extrême droite-PCF » (30 juin 1993), talonné par *le Monde* qui fustige « *L'Idiot*, laboratoire rouge-brun » (1<sup>er</sup> juillet 1993). Difficile de recenser tous les documents et articles, lettres et démentis qui sont venus gonfler cet étrange dossier, surtout depuis que *le Canard* a montré, noms à l'appui, que « L'extrême droite draguait aussi les intellos de gauche » (21 juillet 1993) pour nourrir ses revues, relayant ainsi l'inévitable « Appel à la vigilance » (*le Monde*, 13 juillet 1993) contre l'extrême droite, appel signé d'intellectuels que l'on ne savait pas aussi vigilants sur les scènes du fascisme ordinaire qui a prospéré en France depuis dix ans.

Les projecteurs médiatiques brusquement braqués sur la fourmilière d'extrême droite laisseraient-ils dans l'ombre quelque chose ? On peut se le demander. D'où vient, en effet, que certains, à droite comme à gauche, voire à l'extrême gauche, ne se « reconnaissent dans aucune de ces étiquettes », comme le dit Alain de Benoist, qui lui sait reconnaître les siens (*le Monde*, 27 juillet 1993) ? C'est, au contraire, pour mieux marquer les clivages et dévoiler les impostures, de droite comme de gauche, que *le Monde libertaire* ouvre aujourd'hui le débat.

l'honneur ? Pointer un index vengeur sur Le Pen et les dérivés néo-fascistes sert opportunément à faire oublier les recentrages et tous les points de contact avec une droite républicaine et moderniste, et au besoin musclée, sur les « sujets de société » et les grandes orientations politiques et économiques. Que l'ex-gauchiste Roland Castro, pressé de se remettre à flot, quitte le navire élyséen en perdant pour offrir ses services à Charles Pasqua, et aider le chanfre du « tout policier » à mener rondement une politique de la ville plus « humaine », voilà qui apparemment ne mérite pas de communiqué vengeur. Pas plus d'ailleurs que ne choquent désormais d'autres ralliements en forme de reniements non moins révélateurs. On en a vu d'autres, autour d'autres ministres de l'Intérieur ! *Le Monde* prétend amuser la galerie avec des « révélations » pleine page sur les affinités entre SS et nouvelle droite néo-nazie. La preuve ? Une fascination commune pour les rites néo-païens. On aura même droit de la part de quelques vigiles intellectuelles à un « Appel à la vigilance » contre la résurgence de courants antidémocratiques d'extrême droite ou néo-nazis dans la « vie intellectuelle (édition, presse, université) ». A croire que, sous le règne de l'élite rose, certaines « résurgences », comme la chasse au faciès, les exactions du racisme ordinaire et l'accoutumance à d'autres phénomènes non moins inquiétants, ne menaçaient pas la « vie intellectuelle » de ces vigiles de la démocratie.

Le danger de voir certains, à peine sortis d'autres culs-de-sac, s'engouffrer dans une « troisième voie » rouge et brune n'est certes pas à prendre à la légère. Le texte collectif *Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis*, publié en mai 1992 (*le Monde libertaire*, 11 au 17 juin 1992 ; *Réflexes*, été 1992 ; *l'Ecole émancipée*, octobre 1992...), tentait de donner la clef de ce phénomène de phagocytose entre les extrêmes. Mais pas question pour autant de céder au « chantage de l'antifascisme » qui sert à neutraliser toute critique radicale de l'Etat de droit et du consensus « droidilhomme », au motif qu'on risquerait ainsi d'apporter de l'eau au moulin de l'extrême droite. Ni de prêter la main à l'entreprise de ravalement qui vise à passer avec délicatesse l'éponge sur la part de responsabilité que les « socialistes » et les intellectuels de gauche à leur dévotion, parangons des vertus antifascistes et antifascistes, portaient dans l'apparition sur le devant de la scène de notre Arturo Ui national, Le Pen. (1)

Après avoir brouillé tous les repères et levé ainsi les obstacles qui barraient l'accès aux terrains jusqu'alors interdits, nos grandes belles consciences prétendent montrer jusqu'où il ne faut pas aller trop loin. Gageons qu'il ne

SOUVENONS-NOUS un instant du dernier feuilleton lancé, à la veille des vacances, par quelques champions tardifs de l'antimitterrandisme bien pensant, l'inévitable « journaliste d'investigation » Edwy Plenel en tête. Après une décennie d'« effet Mitterrand », qui a

abouti à la régression politique et sociale et à l'état de crasse morale que l'on sait, la grande presse du juste milieu, que n'avaient nullement rebuté les noces de l'élite rose avec le pouvoir tricolore, découvrirait la menace pesant sur le peuple de gauche : le mariage du rouge et du

brun, des néo-bolcheviques et des néo-nazis !

Spectacle étrange, en vérité ! Qui a proclamé *urbi et orbi* la caducité du vieux clivage droite/gauche ? Qui a consenti bruyamment, ne fût-ce qu'en ne disant mot, à la disparition des frontières et des barrières ? Les mêmes qui, de *Libé* au *Monde*, se lamentent désormais de voir que certains ont pris certaines idées du jour au pied de la lettre... en jouant à saute-mouton par dessus les idéologies dépassées, voire trépassées. Mais qu'on n'attende pas de ces pourfendeurs titrés et attirés de la « bête immonde » qu'ils nous expliquent comment on en est arrivé là. Il leur faudrait logiquement remonter à la cause, donc revenir sur leurs pas pour remettre en cause leur propre cheminement, depuis 1981 au moins ; et dire pourquoi d'autres chassés-croisés non moins surpris et bien plus significatifs ont eu lieu sans susciter de

leur part une telle levée de boucliers politico-médiatiques. Alors que toute la gauche, en abandonnant ses marques progressistes, est passée avec armes et bagages vers la droite pour en épouser les valeurs, faut-il s'étonner que certains, complètement déboussolés, recherchent dans les poubelles de l'histoire la recette d'une opposition révolutionnaire à l'ordre établi. L'antitalitarisme, qui a permis des rapprochements non moins scabreux sans soulever pareil tollé, a ouvert bien des voies dans ce domaine.

Alain de Benoist est-il de gauche ? Cette question d'un auteur curieux mais pas naïf pourrait tout aussi bien être tournée de manière à mettre le lecteur sur la voie de la bonne réponse : la gauche est-elle de droite ? Car si le ferrailleur de cette Nouvelle Droite peut susciter une telle interrogation, ce n'est pas qu'il ait changé de cap. Lui n'est pas venu à la gauche, c'est la gauche qui est venue à lui. Ses ex-ennemis, en larguant toutes leurs références « révolutionnaire » d'antan, l'ont rejoint sur un terrain où il est de plus en plus difficile de faire la différence et de donner le change sur les convergences en profondeur.

Dans ce contexte, les palinodies de quelques imprécateurs d'un néo-bolchevisme en déroute sont tombés à pic pour redorer le blason des donneurs de leçon qui n'ont rien voulu apprendre et savent tout oublier au bon moment. Dans l'état d'amnésie d'une « opinion publique » anesthésiée par leurs soins, il leur est plus facile, évidemment, de se dédouaner en désignant des boucs émissaires à l'extrême droite. L'antifascisme ne constitue-t-il pas le cache-sexe idéal pour les porte-parole honteux de cette gauche qui a tout perdu, même

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
libertaire

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)   
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

DEPUIS SIX ANS...

# La torture de l'isolement

**Durant l'été, la Commission Prison-Répression (CPR) nous a fait parvenir une lettre de Jean-Marc Rouillan, militant d'Action Directe, dans laquelle il était fait part de l'internement psychiatrique de Georges Cipriani, son camarade de lutte.**

**Depuis, Georges Cipriani a réintégré sa cellule. Cependant, il nous semble utile de publier ce texte dénonçant l'univers carcéral et l'isolement qui en résulte, et faisant appel à une riposte intérieure et extérieure.**

leur faudra pas longtemps pour que, dans la foulée, ils saisissent l'occasion tant attendue d'arriver à leurs fins : déconsidérer toutes les critiques radicales, « marxistes » ou « libertaires », sous prétexte qu'elles mèneraient ou pourraient mener leurs auteurs dans les bras de l'ennemi public n° 1, et rompraient le front du refus républicain. A la devise honnie : « *Prolétaires de tous les pays...* », faudra-t-il substituer d'urgence le mot d'ordre : « Antifascistes de tous les partis... » ?

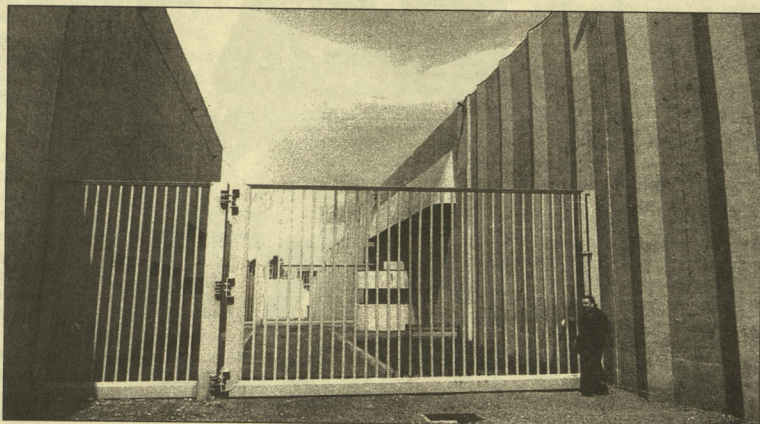
L'essai de Thierry Maricourt, *Les nouvelles passerelles de l'extrême droite* (Manya, 1993), qui balise chaque recoin de ce champ de mines et s'attarde sur les points de jonction entre les extrêmes, glisse pourtant sur le travail de nivellement qui a aplani le sol sous les pas de l'extrême droite. Bien qu'il ait emprunté certaines thèses au texte *Les ennemis de nos ennemis...* (voir « Complot mondial » : « *De là à prétendre que les ennemis de nos ennemis sont nos amis...* », p. 102 sq.), il semble avoir voulu ignorer une analyse qui ne sépare pas la critique du « révisionnisme », du marxisme primaire et de l'antifascisme consensuel. Cette critique, que d'aucuns qualifieraient faute de mieux d'« ultra-gauche », n'entrerait-elle pas dans la grille d'interprétation, et d'exclusion, désormais seule labellisée politiquement correcte ? On peut le penser quand, à propos des dérivés théoriques de disciples de Bordiga, l'auteur en vient à affirmer que « *l'histoire a tranché* », puisque la tactique du Front populaire aurait à tout le moins « *enrayé* » la montée du fascisme (p. 90). Est-ce l'histoire qui a tranché, ou Thierry Maricourt qui tranche en son nom, c'est-à-dire au nom d'une vue de l'histoire aujourd'hui intouchable ?

Voilà qui ne laisse guère de place, en tout cas, à l'esprit critique, pas plus d'ailleurs que cette remarque dans la conclusion : « *Toute critique politique est bienvenue jusqu'au moment où elle ne s'adonne plus qu'à un surenchérissement continu : elle perd alors toute crédibilité. Le renvoi dos à dos du fascisme et de l'antifascisme, auquel nous ont habitués les analyses d'ultra-gauche et, parfois, d'extrême gauche, est une activité intellectuelle qui ne doit être interprétée que comme un jeu de nature dialectique ou sémantique, mais aucunement comme un discours politique cohérent et plausible* » (p. 243). Il y aurait donc dans ce domaine un devoir d'interprétation ! A quel endroit l'analyse critique doit-elle s'arrêter pour ne pas être disqualifiée selon ces critères, ou accusée d'opérer un renvoi dos à dos ? Qui trace la limite entre le bienvenu et le malvenu, entre le crédible et la surenchère ?

Cette manière de poser les problèmes peut paraître d'autant plus inquiétante que l'« histoire », loin d'avoir tranché en faveur de l'antifascisme consensuel, a montré, et montre chaque jour davantage, qu'il s'agit toujours d'un marché de dupes où les antifascistes les plus conséquents sont à coup sûr les perdants. Cette sainte alliance au rabais, qui les oblige à sacrifier leurs revendications sur l'autel de l'unité, est impuissante à éradiquer le mal dont elle se nourrit. Et pour cause ! Elle porte les stigmates d'une défaite qu'elle contribue largement à amplifier.

Louis Janover

(1) C.F. *La résistible Ascension d'Arturo Ui* de Bertolt Brecht (1941), à propos de la montée au pouvoir d'Adolf Hitler.



Chemin de ronde de la centrale de Moulins. Photo J.-M. Goyhenex/Sipa press.

**L**E TRANSFERT DE FORCE de Georges Cipriani à l'hôpital psychiatrique de Villejuif, le 8 juin dernier, marque le premier aboutissement du régime d'isolement que nous subissons aujourd'hui depuis plus de six ans dans les diverses prisons de la région parisienne et tout particulièrement à Fresnes.

L'isolement carcéral est une torture, un système « propre » provoquant de nombreux ravages psychiques et physiques, mais l'affirmer et le répéter encore devient une simple tautologie, tant il est dénoncé comme tel depuis des années par les multiples organisations non-gouvernementales, les groupes populaires de soutien aux luttes contre la prison et les prisonniers eux-mêmes. Mais malgré ces dénonciations et ces résistances, avec une impunité sans limite, les Etats européens perturbent et étendent son usage contre les prisonniers politiques et les rebelles.

Les lésions psychologiques occasionnées à notre camarade démontrent une nouvelle fois et sans ambiguïté possible quel est l'objectif réel des gouvernants en ce qui concerne les détenus révolutionnaires : l'élimination pure et simple. C'est leur « solution politique » dans cette phase. Mais pour cela, à la lame de l'échafaud se substitue aujourd'hui le plus discret goutte à goutte de la vie sans vie des emmurés. La mort lente.

Georges, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et moi-même avons mené trois luttes contre ce projet d'extermination.

Tout d'abord, deux longues grèves de la faim, quatre mois durant l'hiver 1987-1988, puis trois mois l'année suivante, jusqu'à ce que Arpaillange, ministre de la Justice

de l'époque, s'engage à nous regrouper en détention normale.

Mais rapidement, cette promesse fut remise en cause, et notre regroupement deux par deux devint le nouveau prétexte sécuritaire à notre maintien dans des quartiers spéciaux. A la Maison d'arrêt des femmes de Fleury, une section a été spécialement aménagée pour la détention des camarades ; ici à Fresnes, ils sont utilisés un bloc de quatre cellules, initialement employé pour les détenus particulièrement surveillés (DPS) où les mesures de sécurité et les rétorsions furent aggravées. Ni possibilités d'études ni sport, aucune activité collective avec d'autres prisonniers... de fait, la constitution d'une annexe du Quartier d'isolement.

## Brimades de matamores

Ce n'est qu'avec l'intention d'occulter nos véritables conditions d'isolement que l'administration plaçait dans ce quartier, parfois et pour une brève période, un ou deux autres détenus (le plus souvent des détenus en observation ou traitement psychiatrique). Au cours des douze derniers mois, par exemple, seul un détenu a partagé nos promenades durant un trimestre.

Aux restrictions édictées par la hiérarchie de l'Administration pénitentiaire se sont greffées également les pressions, provocations et brimades orchestrées par une fraction du personnel. Certains matamores, se croyant investis de la mission de nous faire payer nos luttes contre le cheval de bataille de leur syndicat (le rétablissement des Quartiers de haute sécurité), ont en effet renforcé systématiquement tous les arbitraires en créant de nouveaux.

Dans ce quartier, le quotidien de la détention est à ce point précaire qu'il s'agit non seulement de lutter pour obtenir des améliorations, mais bien de devoir s'affronter pour tout et sur tout, afin de garantir le plus naturel : le droit à l'hygiène, aux soins médicaux, à l'information... Une précarité conçue pour nous fragiliser à l'extrême, nous émusser pour briser nos résistances et pouvoir ainsi lentement nous digérer en faisant de nous de simples zombies, isolés du monde comme d'eux-mêmes parce que séparés de leur propre histoire et de toute collectivité.

Aujourd'hui, alors que nous sommes ni condamnés définitifs ni simplement prévenus, et attendant un hypothétique transfert vers une centrale ou un nouveau et ultime procès, que notre régime navigue entre haute sécurité et maquillage normalisé, interprétation du règlement et pur arbitraire... notre isolement ne peut porter ses fruits de destruction et d'aliénation que précisément dans la formation de ce no man's land juridico-carcéral, l'aboutissement à la fois du précaire et du perpétuel.

Face à ces conditions et pour nos revendications de regroupement réel, nous avons donc entrepris une troisième grève en janvier 1991, une grève de la faim tournante. Pourtant après vingt-huit mois de lutte, nous avons dû interrompre notre mouvement du fait de l'état de santé de Georges, bien sûr, mais aussi parce que cette lutte par sa forme et son rythme répétitif avait fini par se retourner pour finalement renforcer les qualités de précarité et de permanence de nos situations. Cette constatation nous impose non le renoncement mais bien une recherche de formes de lutte nouvelle contre les politiques d'anéantissement et pour des condi-

tions de vie dignes, et leur application toujours plus collectives ici comme dans l'ensemble de l'Union européenne.

Aujourd'hui, Georges est interné dans une unité de soins intensifs. Nous savons fort bien ce que cela signifie comme médicalisation de force, souvent sous contention, coupé de tout, sans visite de sa famille. Et hors contrôle, ce traitement a pour unique objectif : reconditionner notre camarade à la torture quotidienne des Quartiers d'isolement. Ce traitement tend en effet à présenter comme normalité l'inhumanité de la non-vie des tombes pénitentiaires.

La médicalisation doit prolonger la capacité de Georges à endurer le régime d'extermination. A accepter l'inacceptable. Elle doit ainsi permettre de rendre Georges « conscient » de la sanction, et qu'ainsi il retrouve son statut de « condamné » à perpétuité. Admettre la peine, comme on devrait accepter l'oppression et l'exploitation du système tout entier. Une normalité immuable. Ne plus résister, ne plus rêver d'une libération, ne plus lutter pour sa réalisation effective par la destruction de toutes les entraves des pénitenciers à l'intérieur comme partout dans ce système.

## La riposte

Ces ultimes développements démontrent combien l'isolement total et l'isolement à deux ou « aménagé » produisent les mêmes conséquences sur les détenus auxquels ils sont appliqués pendant de longues années. Ainsi, il est essentiel de lutter non seulement pour la fermeture des Quartiers d'isolement comme instruments de ce traitement particulier, mais aussi pour celle des « unités » où se développent de plus en plus ces régimes dans l'arbitraire le plus total. Pour l'Administration pénitentiaire, le système des « unités de vie » ne se résume qu'au concept d'isolement « aménagé » permanent, de fait le prolongement ad vitam aeternam du Quartier de haute sécurité et des Quartiers d'isolement.

D'où l'urgence véritable à trouver ensemble, prisonniers politiques et rebelles, ceux des quartiers et des unités comme ceux en détention « normale », ici dans les prisons mais également avec la solidarité de tous à l'extérieur, une riposte adéquate et de la mettre en pratique avec force et détermination.

Jean-Marc Rouillan

(1) Commission Prison-Répression, BP 163, 75463 Paris cedex 10.

ALGÉRIE

# Kasdi Merbah assassiné : qui sont les commanditaires ?

**A** PRES LE PRÉSIDENT du Haut Comité d'Etat, Mohamed Boudiaf, il y a tout juste une année, un autre parmi ceux qui sont appelés les héros de l'indépendance algérienne, Abdallah Khalef, alias Kasdi Merbah vient d'être abattu le samedi 21 août en compagnie de son fils âgé de vingt-cinq ans, de son frère et de deux gardes du corps.

Comme dans le cas de Boudiaf, il faudrait être bien naïf ou d'une totale mauvaise foi pour voir derrière ce quintuple meurtre la main du Front islamique du salut (FIS). Mais dire que les « fissistes » ne sont sans doute pour rien ne permet pas encore de désigner les commanditaires de l'attentat, tellement sont nombreuses les luttes fractionnelles qui se jouent dans l'ombre. Colonel de l'Armée de libération nationale (ALN), négociateur à Evian, titulaire de nombreux portefeuilles ministériels après l'indépendance, dont ceux de l'industrie lourde, de l'agriculture et de la santé, artisan, avec le colonel Boumédiène, du coup d'Etat qui renversa Ben Bella en juin 1965 et, surtout, chef de la sécurité militaire pendant dix-sept ans, Kasdi Merbah était un homme puissant, un homme craint et forcément haï. Pourtant, nommé Premier ministre par le Président Chadli en 1988, après les émeutes sanglantes du mois d'octobre, il fut remercié sans

ménagement une année plus tard à peine. Beaucoup pensaient alors que l'homme était fini.

Or, en 1991, il ressurgit de sa boîte pour fonder son propre parti, le Mouvement algérien pour la justice et le développement (MAJD), qui se singularisa rapidement en lançant des appels au dialogue entre le pouvoir et le FIS. Inutile de dire qu'en prenant ainsi le contre-pied de la position officielle de l'armée, lui, homme de l'armée avant tout, il ne s'est pas fait des amis. En outre, la semaine avant son assassinat, il l'a passée en vacances à Genève « pour décompresser », comme il disait. Mais il avait aussi confié à un journaliste arabe qu'il venait de silloner toute l'Algérie pour inviter les gens à s'engager en politique, de préférence dans le cadre du MAJD, que sa campagne était couronnée de succès et qu'il était en train de préparer son *come-back* politique.

La police algérienne dit avoir ramassé sur place des douilles de balles de fabrication israélienne et que les armes utilisées seraient des pistolets mitrailleurs Uzi ou Scorpion. Or, quels que puissent être les motifs et les commanditaires du quintuple meurtre, une chose est certaine : il n'est pas donné au premier venu d'importer en Algérie des armes de fabrication israélienne.

H.S.

ETATS-UNIS

# Pas d'appel pour Leonard Peltier



La révolte de Wounded Knee (1973).

Le 7 juillet, la 8<sup>e</sup> cour d'appel a confirmé son refus d'un nouveau procès pour Leonard Peltier, emprisonné depuis 17 ans après avoir été jugé coupable des meurtres de deux agents du FBI en 1975 lors de l'attaque par celui-ci du camp de l'American Indian Movement dans la réserve Oglala-Lakota de Pine Ridge. Leonard Peltier avait été adopté par la campagne *500 ans de résistance indienne, noire et populaire* en 1992, campagne dont l'un des objectifs était d'obtenir sa libération. Leonard Peltier peut-être considéré comme l'un des plus vieux prisonniers politiques au monde. Les procès successifs avaient été marqués, selon le comité de défense de Leonard Peltier (Leonard Peltier Defense Committee : LPDC), par la fabrication de preuves à charge par le gouvernement américain, notamment celle d'un rapport

ballistique prouvant que les policiers avaient été abattus avec l'arme de Peltier, ainsi que par l'intimidation de témoins à décharge du militant indien. Lors de l'audience du 9 novembre, le procureur fédéral Lynn Crooks avait déclaré : « Nous avons un meurtre, nous avons beaucoup de tireurs, mais nous ne savons pas qui en particulier a tiré les coups mortels [...] ce que je veux dire, c'est que nous n'avons pas de preuve directe qu'un individu plus qu'un autre ait appuyé sur la gâchette... ». Ce qui ne l'avait pas empêché de conclure que Leonard Peltier était coupable à la fois de meurtre au premier degré, et d'aide et d'incitation au meurtre !

La déception est énorme pour le Comité de défense. La cour a conclu que tous les nouveaux éléments apportés par la défense lors de cette demande d'appel avaient été contestés auparavant ou auraient dû l'être (!). Le fait que le gouvernement ait reconnu qu'il n'avait pas la preuve que Peltier avait lui-même tiré, ce pourquoi on l'avait condamné, n'était, selon le tribunal, pas justifiable d'un nouveau procès en appel ! Le comité de défense fait état de sources convergentes d'après lesquelles le FBI aurait eu des contacts secrets avec les juges lors de la délibération de cette dernière demande d'appel.

Le comité de soutien réclame toujours une enquête indépendante sur le cas Peltier et les manœuvres de l'Etat. Vous pouvez soutenir cette demande en écrivant à : Attorney General Janet Reno, dept. of Justice, 10 & Constitution Avenue, Washington DC 20530 ; Senator Joseph Biden, Chairm'n, Senate Judiciary Committee, room SD-224, U.S. Senate, Washington, DC 20510.

Il relance également sa campagne pour obtenir la grâce présidentielle de Leonard Peltier. Vous pouvez écrire à : President William Clinton, the White House, 1600 Pennsylvania Avenue NW, Washington DC 20500.

Vous pouvez enfin envoyer des lettres de solidarité à Leonard Peltier : # 89637-132, P.O. Box 1000, Leaven, KS 66048, (913) 842-5774.

D'après infos du Comité de défense de Leonard Peltier

## Barcelone :

# exposition internationale sur l'anarchisme 27 septembre - 10 octobre 1993

Programme prévisionnel

Expositions

Ouverture à 10 h le 27 septembre : présence internationale de l'anarchisme ; Francisco Ferrer i Guardia et l'Ecole moderne ; art et anarchie ; l'anarchisme ibérique.

Présentation publique du projet

Salle de l'Auditorium, le 27 à 19 h.

Débat central

« L'anarchisme devant la crise des idéologies » (cinq sessions)

• vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à 19 h : « Ethnie, Nation, Etat » avec René Lourau (Paris), Javier Sadaba (Madrid) et Josep Alemany. Coordinateur : Luciano Ianza (Milan).

• samedi 2 octobre, à 11 h 30 : « Individu, Communauté, Société » avec Cornélius Castoriadis, Agustin Garcia Calvo (Madrid), Julia Varela (Madrid) et Mary Nash (Barcelone). Coordinateur : Edouard Colombo (Paris).

• samedi 2 octobre, à 19 h : « Au delà de la démocratie » avec Noam Chomsky (Etats-Unis), Tomas Ibanez (Barcelone) et José Luis Garcia Rau (Grenade). Coordinateur : Amedeo Bertolo (Milan).

• dimanche 3 octobre, à 19 h : avec René Dumont, Alfred Max Neel (Chili) et Abraham Guillen (Madrid). Coordinateur : José Manuel Naredo (Madrid).

• dimanche 3 octobre, à 18 h : « Une utopie pour le XXI<sup>e</sup> siècle » avec Murray Bookchin (Etats-Unis), Colin Ward (Angleterre) et Isabel Escudero (Madrid). Coordinateur : Gerard Jacas (Barcelone).

Débats ouverts (Salon des Actes, 19 h)

• mardi 28 septembre : « Ecologie : la ville et la campagne » avec Edouard Masjuan (Barcelone), Franco Buncuaga (Italie), Groupe écologiste et Collectivité de Los Arenales (Malaga).

• mercredi 29 septembre : « Moyens de communication » avec Eliseo Bayo (Barcelone) et les Collectifs Contra Banda, Virus, Lettra A et le journal CNT.

• jeudi 30 septembre : « Science et anarchisme » avec Juan Peries (Paris), Antonio Lopez Campillo (Madrid) et le Collectif « Médecine alternative ».

• lundi 4 octobre : « Travail alternatif » avec Horst Stowasser (Allemagne) et divers collectifs.

• mardi 5 octobre : « Militarisme » avec le Collectif Campi (Barcelone).

• mercredi 6 octobre : « Enseigner ou apprendre » avec Pere Sola (Barcelone) et Collectif Paideia (Mérida).

• jeudi 7 octobre : « Féminisme/postféminisme » avec Mujeres Libres (Barcelone) et Eloisa Castellanos (Paris).

• vendredi 8 octobre : « Marginalisation sociale » avec Ignacio Llorens (Majorque).

• samedi 9 octobre : « Anarcho-syndicalisme » avec Pepe Gomez (Puerto Real) et Miguel Corras (Badalona).

Cinéma et audiovisuel

Semaine de cinéma libertaire, filmothèque de Catalogne ; sessions continues de projections vidéos, salle de projection du Centre civique de Sants.

Théâtre (trois ensembles scéniques)

Concerts : El Cabrero (Séville), Paco Lucia (Madrid), Luis Llach (Barcelone), Moustaki (Paris), Carlos Molina (Montevideo), Renaud (Paris) et Daniel Viglietti (Paris)

Un espace ouvert sera disponible pour les interprètes non consacrés.

Exposition internationale  
Centre civique de Sants, Barcelone

TURQUIE

# L'essor libertaire

LE MOUVEMENT ANARCHISTE est en plein essor en Turquie. Nous recevons de nombreuses lettres en provenance de là-bas, ainsi que des publications anarchistes telles que les revues *Armargi* d'Izmir (1) et *Ates Hirsizi* d'Istanbul (2).

*Armargi* en est à son sixième numéro. De format A4 et d'une quinzaine de pages, sa qualité formelle ne cesse de s'améliorer. Le dernier numéro comporte notamment des articles sur l'islam, Durruti, le pacifisme et l'anarcho-féminisme.

*Ates Hirsizi* (« Le Voleur de feu ») a démarré en décembre 1992, et en est à son quatrième numéro. De format B5 et de très belle facture, cette revue comporte plus d'une cinquantaine de pages. Elle est gratuite pour les prisonniers. Les articles sont en turc ou en kurde. La page 2 comporte un résumé en anglais (en italien dans le n° 2).

Dans le premier numéro, *Ates Hirsizi* annonçait la couleur : « Nous sommes de ceux qui veulent implanter au Moyen-Orient la tradition des deux cents ans de lutte anarchiste, et cela dans une perspective multidimensionnelle. Bien sûr, cela demande un haut niveau de richesse culturelle aussi bien que de combat idéologique, philosophique, moral et politique. Il y a évidemment de quoi nous

occuper partout et pour un moment. Parce que nous ne courons pas après des zèles temporaires ou des hobbies de courte vie. Nous voulons une vie libre dès maintenant ! »

Le dernier numéro fait le point : « Le 1<sup>er</sup> mai 1993 fut extrêmement important pour nous, car nous avons participé à ses célébrations sous le drapeau noir, pour la première fois en Turquie (à l'exception de quelques apparitions individuelles antérieures et du groupe d'Izmir). Les masses turques et kurdes virent pour la première fois le drapeau noir et entendirent des slogans anarchistes en turc et en kurde. Certains furent intéressés et étonnés, d'autres (les groupes marxistes-léninistes) ne furent pas très heureux de nous voir ! [...] L'un des sujets abordés dans ce numéro concerne la question nationale, et notamment la lutte de libération nationale kurde. La question de la formation des nations est largement discutée, et de cette discussion nous en tirons la conclusion qu'une détermination nationale ne peut pas se faire. Nous avons également commencé à discuter de notre perspective anarchiste vis-à-vis de la lutte kurde. Tous les groupes progressistes de gauche approuvent la création d'un Etat national kurde comme étape et victoire finales d'une lutte armée continue. Ils ne sont bien entendu pas d'accord avec les anarchistes et ils préfèrent éviter d'évoquer la construction d'une société anarchiste. Nous avons des critiques fondamentales vis-à-vis d'un "Kurdistan socialiste indépendant". Nous préparons en anglais un document complet sur la Révolution kurde (et non la Question kurde) qui sera diffusé largement ».

Dans le tract diffusé lors du Premier Mai (versé en anglais), le groupe *Ates Hirsizi* brosse un rapide historique de cette date, présente la position anarchiste tout en critiquant les positions marxistes et bolcheviques, puis développe une argumentation sur le fétichisme du Premier Mai, qui est aussi une fétichisation du travail, de la machine et de la production.

En outre, il s'est tenu à Ören du 10 au 17 juillet une rencontre internationale antimilitariste en solidarité avec l'objection de conscience de l'Europe de l'Est et du tiers monde.

**Le secrétariat des Relations internationales de la FA**

(1) *Armargi*, 1693 Sokak n°11 Karsiyaka, Izmir.

(2) *Ates Hirsizi*, Klodfarer Cd., Dr. Sevki Bey Sokak n° 4/2 Sultanahmet - Istanbul.

**ITALIE**

Nouvelle adresse des Archives de la famille Berneri : Aurelio Chessa - Archivio Famiglia Berneri, Via Pietro Gori, 5/B, 57023 Cecina (Livorno) Italie.

**GRÈCE**

L'Anarchist Black Cross (ABC) d'Athènes a désormais un numéro de fax : 30-1-322-47-70 de 22 h 30 à 10 h 30 tous les jours.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

# L'anarchie dans la diversité

LE MOUVEMENT ANARCHISTE connaît un essor certain en République Tchèque, malgré les problèmes organiques que posent cette croissance. On note deux principaux courants à Prague, la capitale, organisés autour de deux journaux, *A-Kontra* (1) et *Autonomie* (2).

*A-Kontra* est un mensuel publié par l'Union anarchiste tchécoslovaque (KAS). Sa forme a évolué depuis sa naissance lors des transformations politiques de 1989. Ce magazine est le lointain héritier du journal *Volkoviny*, fondé il y a une douzaine d'années par des dissidents, devenu *Kontra* en 1989 puis *A-Kontra* en 1992.

*Autonomie* en est actuellement à son onzième numéro. Cette revue est publiée depuis 1992. Dans ses derniers numéros, elle fait référence à la Fédération anarchiste (*Anarchistická Federace* (3)) fondée à Prague en mars 1991. D'après l'un de ses promoteurs, « *Autonomie* publie des classiques anarchistes du XIX<sup>e</sup> siècle et se concentre principalement sur la théorie » (lettre du 12 mars 1993). En fait, le contenu semble beaucoup plus varié : dans le n° 11, on note aussi des articles sur la répression policière, le bouddhisme, Tolstoï, sur la culture et la scène « punkoïde ».

Pour la Fédération, « il y a ceux qui refusent de coopérer avec les communistes, anciens ou actuels, comme la Fédération anarchiste, dont fait partie *Autonomie*. D'un autre côté, il y a un groupe autour du magazine *A-Kontra* qui promeut cette collaboration. »

Pour *A-Kontra*, la version des choses est différente : « C'est alors [en 1992] qu'advient des dissensions internes que nous pensons être des provocations policières. Nos locaux furent occupés par les scissionnistes qui créèrent la "Fédération Anarchiste" ont certainement été manipulés par la police de l'Etat. [...] Fin 92, les (nouveaux) locaux que nous utilisions discrètement pour y fabriquer notre journal furent attaqués conjointement par la police et les skinheads. Curieusement, le même jour, un de nos éditeurs fut accusé d'avoir attaqué le président du parti communiste. Le complot contre le mouvement anarchiste était évident : 24 personnes ont été inculpées, mais grâce à une bonne mobilisation, le principal inculpé a été relâché après deux semaines de prison. Mais les procès sont en cours » (informations publiées par CNT, n° 151, juillet 1993).

Il est difficile d'y voir clair, à distance, sur la situation du mouvement à Prague. On peut néanmoins tirer trois conclusions provisoires :

- dans tous les pays de l'Est, se pose le problème des anciennes appartenances au PC ou à ses organisations satellites ; appartenance qui était parfois difficile à éviter (mais pas toujours !) pour des questions de survie. La situation actuelle est néanmoins différente ;
- l'accusation de manipulation policière est un anathème constant dans tous les pays de l'Est ; il est difficile d'en distinguer la part du vrai et du faux ;
- on peut estimer d'une manière raisonnablement optimiste que les problèmes, à Prague, sont dus à un essor du mouvement anarchiste, et non à son déclin.

**Le secrétariat aux Relations internationales de la FA**

(1) *A-Kontra*, PO Box 552, 170 01 Praha, République Tchèque.

(2) *Autonomie*, PO Box 223, 111 21 Praha 1, République Tchèque.

(3) *Anarchistická Federace*, PO Box 60, 199 00 Praha 9, République Tchèque.

**ETATS-UNIS**

**Tout va bien pour la WSA-AIT**

Du 28 au 30 mai dernier, s'est tenu à San Francisco le congrès annuel de la Workers Solidarity Alliance, section de l'Association internationale des travailleurs (AIT) aux Etats-Unis. L'organisation se portait très bien, puisque son secrétaire national a pu constater une augmentation du nombre de ses militants, ainsi qu'une augmentation « dramatique » de leurs activités sur les lieux de travail. Selon lui, WSA n'a « jamais été aussi solide ». L'organisation s'est félicitée du succès de la campagne de solidarité avec les militants emprisonnés de l'Awareness League au Nigeria, qu'elle avait menée l'année dernière. La section américaine de l'Internationale a largement discuté également de la création de réseaux militants sur les lieux de travail, décidant d'aider à leur création sans qu'ils soient liés à WSA, afin d'aider la constitution d'un mouvement du travail alternatif révolutionnaire de militants radicaux, absolument indépendants des syndicats réformistes. Elle a décidé de poursuivre sa collaboration avec le syndicat IWW, la revue *Love & Rage*, ainsi que la Fédération anarchiste de la jeunesse (Anarchist Youth Federation). Le prochain congrès se déroulera à Atlanta (Georgie) fin mai 1994.

D'après WSA Press Release

**ESPAGNE**

**Les homosexuel(le)s espagnol(e)s pour l'insoumission** — La Coordination gay-lesbienne espagnole (CGLE), groupe pro-institutionnel fameux pour ses campagnes en faveur du vote socialiste et centre-droit a fait un pas de plus dans sa démarche réformatrice en mettant en place un service d'information « téléphone rose ». Ce service devra fonctionner avec dix objectifs de conscience. La Coordination de fronts de libération homosexuels de l'Etat espagnol, qui a toujours apporté son appui à l'insoumission en disant que les armées étaient des écoles du sexisme, a envoyé une protestation à la CGLE. Motif : de nombreux gays ont adopté la stratégie de l'insoumission comme lutte contre l'homophobie. Employer des objecteurs de conscience, c'est encourager un service civil en tous points insatisfaisants aux yeux des partisans de l'insoumission en Espagne.

**Squats au Pays Basque espagnol** — Une coordination regroupant des squats de cinq villes de Biscaye est née. Son objectif est de chercher à œuvrer en commun face à la répression et à la fermeture de locaux occupés. Les principaux points de mobilisation sont : — faire connaître le mouvement Okupa ; — dénoncer la politique des institutions et des

mairies à propos des expulsions de squatteurs ; — revendiquer la nécessité pour les jeunes de disposer d'espaces où ils peuvent faire état de leurs préoccupations et projets à travers l'autogestion, sans dirigisme ou électoralisme. Informations extraites du bulletin UPA de Madrid, n° 175.

**Le journal CNT change d'adresse** : CNT, apartado 4040, 18018 Granada. Tél. : (958) 22.00.65/FAX : (958) 22.01.19.

**EQUATEUR**

**Le pétrole contre la vie des Indiens huoranis** — La compagnie pétrolière texane Maxus intensifie ses recherches en vue d'une exploitation du sous-sol situé sur le territoire des Indiens huoranis, en Equateur. Actuellement, quatre sociétés pétrolières se sont retirées de la région devant les effets néfastes sur l'environnement et les populations locales, générés par leurs activités. En dépit des protestations des Indiens et de leurs amis extérieurs, le gouvernement équatorien va laisser cette compagnie construire dans la forêt 400 kilomètres de routes, nécessaires à l'exploitation du pétrole. Outre la compagnie Maxus, Arco, Orix et Elf-Aquitaine sont responsables de nuisances impor-

tantes à l'égard d'autres peuples indiens : Quechuas, Shwars...

Par ailleurs, diverses organisations demandent d'intervenir auprès de la Texaco, et de la boycotter, pour la contamination généralisée qu'elle a laissée en Equateur, l'an passé, comme vestige de ses activités.

Information extraite du bulletin UPA de Madrid, n° 176.

**MEXIQUE**

**Première agence de presse internationale indienne** — L'agence Alpin, dont l'élaboration avait commencé l'an dernier au cours d'une rencontre à Mexico, est donc née, avec l'objectif d'informer sur les situations concrètes vécues par les Indiens ; développer des mécanismes de communication et d'information permanente entre les différentes nations indiennes ; dénoncer tout type d'arbitraire à l'égard des communautés indiennes ; contribuer à la défense des espaces naturels du continent... Le comité coordinateur est actuellement formé de : *Journal sans réserve* (Canada), SAIC (Etats-Unis), SIGU (Panama), Unidad Indígena (Colombie), AIPIN c/o Etnias, Madero 67-611, Col. Centro, Mexico D.F. 06000 Mexique.

Information extraite du bulletin UPA de Madrid, n° 179. Traduction Daniel Vidal (gr. Henry-Marius - Nimes)

IMMOBILIER PARISIEN

## Le coup de gueule du Lutécien solitaire

**Décidément, il ne fait pas bon partir en vacances ! Pour peu que nous tournions le dos cinq minutes, les messieurs qui prétendent nous diriger en profitent pour réajuster les prix à la hausse. Si, si, c'est tous les ans pareil. On le savait déjà, mais là, c'est trop rude pour que ça passe sans un coup de sang !**

Voilà l'affaire, résumée en peu de mots. A partir de maintenant, si vous avez le malheur d'être locataire, vous verrez le loyer réajusté à chaque renouvellement de bail en fonction de celui des logements équivalents proposés à la location dans votre quartier.

Ce qui devrait porter le prix moyen du studio parisien, charges comprises, à 3 491 francs par mois ! Pour le deux pièces, on arrive à 5095 francs en moyenne ! Et il faut gagner trois à quatre fois le loyer pour avoir le droit de se loger... Vous me suivez bien ?

Beaucoup me diront qu'il suffit d'acheter pour payer moins cher.

D'abord, je ne me sens pas une âme de propriétaire ; ensuite, ayant la malchance d'être un employé moyen, célibataire et un peu interdit bancaire (pas trop, mais enfin...), qui m'accorderait un crédit après lecture de mes bulletins de salaire ? Déjà qu'avec mon loyer actuel, il me faille parfois retarder de quelques semaines le règlement...

En admettant que par miracle je trouve les fonds, faudrait pas croire que je vais prendre un crédit sur vingt ans avec hypothèque sur mon toit. J'y gagnerais sans doute très vite ma carte de sans-domicile-fixe, or il se trouve que je n'y tiens pas.

Et encore, il ne faut pas que je me plaigne ! J'en connais qui vivent à trois, quatre ou cinq dans des deux

pièces et qui vont voir d'ici peu la douloureuse passer de 3 500 à 4 800 francs. Avec un seul salaire (au fait, où sont-ils les Français moyens disposant de 9 000 francs par mois ?), ce sera difficile.

Tout ça, c'est un truc à s'expatrier en grande banlieue, si je ne me retenais pas... Mais, au fait, est-ce que ce ne serait pas un peu voulu ?

Allez, si ça continue, on va être obligé d'aller vivre dans un de ces bureaux vides qui prennent tant de place dans la capitale...

Quelqu'un a-t-il un rosignol ?

Alain L'Huissier  
(gr. La Villette - Paris)

**Quelques prix moyens des offres de location par nombre de pièces (charges comprises)**

Nbre/pièces	une	deux	trois
75005	3954	5362	7940
75019	3276	4325	5328
75020	3150	4103	5987
Paris	3491	5095	7551
77	2672	3665	3886
78	3075	4218	6043
91	3089	3680	4473
92	3339	4608	6608
93	2870	3543	4279
94	3071	4182	5590
95	3143	3782	4092
banlieue	3037	3954	4995
idf	3373	4799	6889

RADIATION

## « Hôtel Ouistiti » : fermeture administrative !

Fondé en décembre 1990, *Hôtel Ouistiti*, brûlot à la croisée du mouvement libertaire et de la comète surréaliste, a déjà à son actif 33 livraisons mensuelles, auxquelles ont collaboré 130 groupes et individus. D'un tirage moyen de 450 exemplaires (pour 200 à 250 abonnés), *Hôtel Ouistiti* a une diffusion essentiellement postale (90% de son tirage),

soit 600 F de frais d'envoi par numéro en semi-routage. Au tarif non urgent de la Poste, c'est 1 500 F qu'il faudrait déboursier. Explications au sujet d'une radiation des registres de la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP), qui met en péril la régularité de la parution du titre.

La Commission paritaire des publications et agences de presse a décidé, en sa dernière réunion, de radier le mensuel *Hôtel Ouistiti* (1) de ses registres. Privé ainsi de tarif postal de semi-routage, *Hôtel Ouistiti* ne peut plus assurer financièrement la régularité de sa publication... la cause est entendue : c'est, en cette époque de bluff consensuel, le droit de publier qui passe à l'as.

Comment cela s'est-il passé ? Seules peuvent bénéficier, selon les codes fiscal et postal, du régime économique de la presse (pour nous, essentiellement, le tarif postal de semi-routage) les publications « habituellement offertes au public à un prix marqué ou par abonnement ».

La CPPAP considère que tel est le cas lorsque, après une période probatoire de deux ans, 50% au

moins du tirage est vendu. Comme preuve de vente, elle demande à consulter une expertise-comptable.

*Hôtel Ouistiti*, bien en peine budgétaire d'assumer les quelque 5 000 F d'une telle expertise, a fourni un dossier de 236 lettres, datées et signées, de ses abonnés payants en cours, soit plus de 50% du tirage moyen.

Toute juridiction aurait considéré ces lettres comme des témoignages. La CPPAP, dont les réunions se tiennent à huis clos, s'est contentée laconiquement de radier *Hôtel Ouistiti* de ses registres, passant allègrement outre les preuves de ventes fournies.

La décision de la CPPAP est en contradiction avec les textes qui la régissent. Par cet abus de pouvoir, la CPPAP veut éliminer une publication qui, sans poids économique ou électoral, a le culot de diffuser

idées, positions et créations qui ne s'insèrent pas dans le décor mou de la « démocratie » consensuelle d'aujourd'hui.

C'est bien le droit de publier qui est mis à mal ici : aux vieilles habitudes désagréables de censure et d'interdiction, qui aujourd'hui feraient mauvais genre, s'est substituée la guillotine économique. Administrativement, on décide qu'une publication n'est pas assimilable à la presse et le tour est joué ! Le totalitarisme n'est pas toujours chez qui l'on croit.

Nous ne nous laisserons pas cisailier par cette censure *new look* ! *Hôtel Ouistiti* attaquera cette décision inique devant la juridiction idoine.

Jimmy Gladiator

(1) *Hôtel Ouistiti*, BP 34, 78802 Houilles cedex.

## Nouvelles du front

« AVIS DE RECHERCHE » ET L'OBSERVATOIRE DE VIGILANCE ONT BESOIN DE VOUS

L'Observatoire de vigilance (OVNI) est en veille permanente. D'une séance de tribunal à l'autre, il voit défiler les réfractaires à l'armée, et les soutient. Dans le courant de l'été a été lancée l'opération « Scies à métaux ». Une opération symbolique soutenue par une trentaine de personnalités s'associant à l'initiative de Pierre Martial et d'« Avis de recherche ». Citons les écrivains Philippe Solers, Gilles Perrault, Bernard Clavel, Michel Polac, Claude Mauriac, Thierry Maricourt, Bernard Langlois, Michel Ragon, Michel Auvray, Didier Daeninckx ; les cinéastes Jacques Doillon, Costa-Gavras ; ainsi que des scientifiques : Albert Jacquart, Henri Laborit... Tous scient symboliquement les barreaux des prisons des insoumis en soutenant l'Observatoire de vigilance et en dénonçant l'incarcération des réfractaires. Autant de scies à métaux qu'il y a de signataires vont être adressées à la presse et aux différents hauts responsables de cette situation d'enfermement. Le tout sera accompagné d'un « dossier noir de l'incarcération des réfractaires en France ». Rappelons qu'Amnesty International a dénombré entre 700 et 1 000 objecteurs de conscience condamnés à des peines allant jusqu'à dix-huit mois d'emprisonnement.

Pour transmettre des informations à l'Observatoire de vigilance (OVNI), écrivez à « Avis de recherche », BP 53, 75861 Paris cedex 18 ou sur minitel : 3614 code « Chez-Observa ».

## Associations

PARIS : CONFÉRENCE-DÉBAT DE L'UNION DES ANARCHISTES

Le lundi 6 septembre à 18 h, dans le cadre de sa rencontre anarchiste mensuelle, l'Union des anarchistes organise une conférence-débat sur le thème : « L'anarchie dans tous ses états ». Le débat sera introduit par une vidéo consacrée à Paul Chenard.

Cette conférence-débat se déroulera au siège de la *Libre Pensée*, 12, rue des Fossés-Saint-Jacques (M<sup>o</sup> Luxembourg), 75005 Paris.

L'ÉCOLE N'EST PAS OBLIGATOIRE... L'INSTRUCTION A LA MAISON EST LÉGALE

« Les Enfants d'abord », association pour la liberté d'instruction fondée en 1988, vous donne l'occasion de mieux connaître le domaine de l'instruction parentale en vous faisant accéder à l'information relative à celle-ci. En vue de plus amples informations, les parents désireux d'user du « droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants » dans un cadre familial peuvent écrire à l'association « Les Enfants d'abord », La Souche, 42940 Chateaufort. Tél. : 77.76.84.70.

« MILLE PARTS » POUR LA VALLÉE DE COUMELLE (AUDE)

Avril 1968 : est publié à Paris un pamphlet, *Manifeste pour une civilisation expérimentale*, écrit par un médecin philosophe, utopiste et anarchiste. Quelques années plus tard, après que le bouquin eut été dans le vent à l'occasion de Mai 68, ce médecin finance l'achat d'un domaine de 200 hectares situé à Saint-Hilaire, dans les Corbières (Aude). Le domaine de Coumelle, situé dans une vallée, après vingt ans de vécu communautaire et alternatif, est proposé à la vente par certains propriétaires-pionniers, se lassant.

Pour que se maintiennent les structures existantes (agriculture et élevage, spectacles, ateliers d'imprimerie, de tissage, d'artisanat...), où vivent en moyenne cinquante à soixante personnes (douze nationalités recensées), et que le domaine puisse repartir sur des bases nouvelles, sans être sacrifié aux lois, il est envisagé l'achat collectif du domaine.

L'association « La Vallée » s'est donc constituée dans ce but, selon un principe de structure souple, conviviale où se pratique dans la transparence un collectivisme primitif et tribal.

« La Vallée » lance l'opération « Mille parts » en vue de cet achat. Les personnes intéressées par l'expérience sont invitées à verser la somme de leur choix à « La Vallée », domaine de Coumelle, 11250 Saint-Hilaire. Tél. : 68.69.40.97. Cette somme, en cas de non-accomplissement et d'abandon du projet d'achat sera intégralement restituée.

RECHERCHE CINÉMATOGRAPHIQUE POUR « LE TONNEAU DES DANAÏDES »

René Hamm recherche, en vue d'un long métrage intitulé *Le Tonneau des Danaïdes*, des documents et témoignages sur le rassemblement de Creys-Malville contre le surgénérat Superphénix des 30 et 31 juillet 1977, l'assassinat de Vital Michalon, la répression policière contre les antinucléaires...

Pour toute correspondance, écrivez à René Hamm, 12 avenue des Consuls, 67210 Obernai.

PINARD

Cuvée « Fernand Pelloutier » (beaujolais) : 30 F la bouteille — 180 F le carton de six (chèque à l'ordre des « Éditions du Monde Libertaire »). Plus de vente par correspondance.

TEE-SHIRT

LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

Dessiné par Gil. Tailles L et XL. Prix : 60 F (port non compris). Chèque à l'ordre de Publico.

LILLE

Radio Campus émet sur 106.6 Mégahertz depuis le 30 juin 1993

Grille des émissions libertaires

Lundi 20 h 30 - 22 h

« Ecrasons la vermine » (punk, hard-core...)

Vendredi 19 h 30 - 21 h :

« La voix sans maître » (Centre culturel libertaire B.-Broutchoux)

Samedi 19 h - 20 h :

« Humeurs noires » (Fédération anarchiste)

Dimanche 16 h - 17 h 30

« Le chant des gueux » (poésie et chanson)

20 h 30 - 21 h 30 :

« Radio Bigoudi » (Les Flamands Roses)

DÉPORTATION

# Les jeunesses volées

DEUX TÉMOIGNAGES importants sur la vie dans les camps viennent de voir le jour. Le premier prend pour cadre un camp de prisonniers, en Allemagne, durant la Seconde Guerre mondiale, et le second un camp de concentration, en Pologne.

Publié une première fois en 1949, *La Peau et les os* (1) relate le parcours de Georges Hyvernaud. Professeur dans une école normale, Hyvernaud est mobilisé en 1939 et ne tarde pas à être fait prisonnier. Dès lors, il lui faudra affronter non seulement la hiérarchie nazie, mais également ses camarades, car la loi de la jungle est en vigueur dans ce monde clos. Les défauts des uns et des autres sont démesurément grossis, chacun se révèle sous un jour différent. Les anciens rôles sociaux sont abolis. La vie dans les camps crée une certaine forme d'égalité, mais cette égalité se fait par le bas, et la plupart des prisonniers sont amenés à perdre tout ce qui faisait leur qualité d'homme. Peut-être pourrait-on faire grief à l'auteur de ne pas trop chercher à savoir qui était responsable de cette transformation. Les détenus eux-mêmes ou leurs gardiens ? Les difficultés de

retour à la vie normale sont néanmoins bien retranscrites. Qui, faute de l'avoir vécue, peut comprendre la douleur d'une telle expérience ?

« C'est cela le propre de notre époque : d'avoir profondément désorganisé le réel, de nous avoir fait perdre notre confiance dans les choses et les êtres, dans la constance, la cohésion, la densité des choses et des êtres. »

Le second témoignage, *Paris-Auschwitz-Paris* (2), sous-titré *Chronique d'une jeunesse volée*, est signé Thierry Hochberg. L'auteur retrace l'itinéraire de son père (après avoir enregistré ses souvenirs), encore adolescent lorsque survient la Seconde Guerre et que la chasse aux Juifs est décrétée en France.

« Mon fils, relève ce père, qui s'insurge contre la mémoire trahie, contre ce "plus jamais ça" qui se fissure déjà, et se répand ici et là, par petites touches qu'on pourrait discerner à chaque journal télévisé, entre la

météo et le tiercé. [...] Mon fils, qui l'on reprochera peut-être d'écrire ENCORE un livre là-dessus et qui saura qu'il manque encore six millions de livres. »

Sans doute l'un des ouvrages les plus poignants sur le sujet. Comme dans le roman de Joseph Farnel, *La Ballade du petit Joseph* (3), un enfant est ici confronté aux événements de ces années de haine. Son regard est pertinent. Son jeune âge ne lui épargne aucune humiliation. Un policier lui reproche ainsi de tenter de fuir et, donc, de sauver sa vie, au risque de lui faire perdre sa place, à lui, l'honorable fonctionnaire et père de famille. Lisez, faites lire ce *Paris-Auschwitz-Paris*, pour que « plus jamais ça » cesse enfin de se fissurer.

Thierry Maricourt

- (1) Georges Hyvernaud, *La Peau et les os*, Le Dilettante. Prix : 89 F.
- (2) Thierry Hochberg, *Paris-Auschwitz-Paris*, Edisud. Prix : 80 F.
- (3) Joseph Farnel, *La Ballade du petit Joseph*, Many. Prix : 98 F.

RADIO LIBERTAIRE - PARIS (89.4)  
LA VOIX SANS DIEU NI MAÎTRE

ÉPURATION

## « Les Tondues. Un Carnaval moche »

Alain Brossat - éditions Manya

La sorcière, la pécheresse, la collaboratrice horizontale, la pénitente, la putain, la tondue...

« Les Tondues. Un Carnaval moche » ou l'histoire d'une responsabilité collective dont les femmes ont fait les frais.

L'ÉPURATION. Le décor des tondues est dressé. Les résistants de la dernière heure se hâtent de condamner pour se dédouaner des mesquineries, des profits et des lâchetés de quatre ans d'occupation. Faire expier aux autres sa propre servilité. Trouver des responsables pour justifier ses propres malversations inavouées. Et tondre les femmes supposées avoir eu des rapports sexuels avec les occupants, les ennemis jusqu'alors encensés par le régime, n'est-ce pas une persécution doublement symbolique ? Expiation de la collaboration avec les nazis, misogynie sadique qui découle d'une tradition antiféministe et machiste occidentale. Un « étalage vulgaire et brutal de puissance masculine qui littéralement, abaisse la femme

courbant la tête sous le ciseau, l'humilie... » Les femmes sont accusées d'avoir « trompé et souillé la nation à travers leur propre corps comme si celui-ci appartenait à la collectivité. » Nous y voilà, la femme ne s'appartient pas. Elle appartient, de par son rôle social, au pays. Comme mère porteuse, comme amoureuse, comme résistante exemplaire ou comme putain ! Les tontes sont un rappel à l'ordre à celles qui avaient des velléités d'indépendance et de rapports égalitaires, c'est un « Tremblez femmes, la Loi des hommes est de retour », mais aussi un rituel, une fête violente qui marque le retour à un conformisme social.

Le livre d'Alain Brossat est passionnant par l'analyse des événements, des conséquences et de l'imaginaire d'une période dont les mystifications n'ont pas fini de jouer les tabous. A l'occasion de la sortie du film *L'Œil de Vichy*, Claude Chabrol n'a-t-il pas déclaré

dans une interview que l'une des motivations de la réalisation de ce film de montage d'archives était de déculpabiliser les Français par rapport à l'époque de la collaboration ?

Se taire devant les injustices, le racisme, les crimes d'un État ne relèverait pas finalement d'une responsabilité collective, mais plutôt d'une propagande habile. Le refus d'une compromission quotidienne est cependant une résistance aux régimes autoritaires. « Où irait-on si, dans un monde en guerre, il fallait se demander, au moment de mettre en joue, si l'homme saisi dans la mire a vraiment mérité la mort ? » Question à laquelle on peut rétorquer : où irait-on si, dans un monde manipulé par le fric, le pouvoir, les médias et la mauvaise conscience, les personnes s'interrogeaient sur la mémoire et la responsabilité collective qui découle d'une passivité devant une réalité inacceptable ?

Le livre d'Alain Brossat amène des interrogations et, dans le contexte actuel, une prise de conscience sur le racisme, le sexisme, les violences quotidiennes et ... notre responsabilité collective. Les horreurs du drame bosniaque dont se servent les politiques. L'opération militaire en Somalie dont la population civile fait les frais pour rentabiliser le pétrole des sous-sols. Les enfants palestiniens tirés comme des lapins par les militaires israéliens dans la bande de Gaza et la Cisjordanie. Sur les affiches pour faire cesser l'embargo contre l'Irak, on pouvait lire après la guerre du Golfe : « L'embargo tue, le silence aussi ».

Alors, devons-nous garder le silence et ensuite justifier de notre mutisme par une vision « objective » distillée dans les médias, qui tient souvent plus de la propagande que de l'information ?

Christiane Passevant  
N.B. : 139 F.

COMMUNIQUÉ

Souscription

pour « La Plume Noire »

« La Plume Noire », librairie des groupes de la Fédération anarchiste de la région Rhône-Alpes, existe déjà depuis quatre ans (ah ! ma bonne dame, comme le temps passe vite...). Malheureusement, un nouveau propriétaire grippe-sous (pléonasmisme) vient de nous signifier, par voie d'huisserie s'il vous plaît, que nous devrions avoir quitté notre *sweet home* le 31 décembre 1993, suite au non-renouvellement de notre bail. Lieu de diffusion de nos idées et de débats, la librairie nous est un outil indispensable. Comme dirait l'autre, il faudra donc tout mettre en œuvre pour qu'elle vive et se développe. Si nous restons en capacité d'assurer un loyer, les frais d'entrée dans un nouveau local nous posent, n'ayons pas peur de le dire, un réel problème. C'est, en effet, entre 15 et 20 000 F qu'il va nous falloir trouver pour les frais d'agence, la caution, les loyers d'avance et les travaux... Voilà pourquoi nous devons compter sur la solidarité de tous les lecteurs et toutes les lectrices du *Monde libertaire*. A bientôt, peut-être, dans un nouveau local encore plus beau et plus attrayant que le précédent !

Je souscris à « La Plume Noire » pour la somme de : ..... F.  
Par chèque  Par mandat   
Chèque à l'ordre de « La Plume Noire », 15, rue Rivet, 69001 Lyon. Pour tout renseignement complémentaire : tél. (16) 72.00.94.10. Heures d'ouverture : du mercredi au samedi de 15 h à 19 h.

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

BRADERIE

RADIO LIBERTAIRE à l'initiative de l'émission « Annonces d'entraide »  
SAMEDI 18 SEPTEMBRE 13 h - 22 h  
au 33, rue des Vignoles (M<sup>o</sup> Avron ou Buzenval), 75020 Paris.

Pour aider Radio Libertaire qui traverse une passe financière difficile, « Annonces d'entraide » vous invite à participer à une braderie.

Entre 8 h et 13 h, venez apporter vos objets usagés (disques, livres, brochures, fringues...), vendus ensuite au profit de RL entre 13 h et 22 h.

BUVETTE ANIMATIONS MUSICALES

RENDEZ-VOUS

**LA LOUVRIÈRE (BELGIQUE)**  
A l'initiative du groupe Otchaïanié de la FA de Bruxelles, une fête libertaire est organisée à La Louvière, le samedi 11 septembre au Palace, place Jules-Mansart.

Au programme :  
- 14 h : stands, bar, musique, vidéos, exposition de dessins de Guy Ferdinand, petite restauration ;

- 17 h : causerie animée par Philippe Pelletier (groupe Nestor-Makhno de Saint-Etienne) sur le thème suivant : « La proposition anarchiste » ;

- 19 h : spectacle de poésie avec Guy Ferdinand et Denys-Louis Colaux ;

- 20 h : chants folkloriques wallons (René Binamé et les Roules de secours, Passwar et les Eschroules, Dow Jones et ses Bourses).  
Entrée : 150 francs belges.

Otchaïanié c/o Fédération anarchiste, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles.

LILLE

Le groupe Humeurs Noires vous invite à la braderie de Lille, qui se déroulera le premier week-end de septembre.

Il y tiendra un stand, Porte-de-Paris, en compagnie de la CNT, de l'Union pacifiste, du Centre culturel libertaire et des « Flamands Roses ».

LILLE

**BENOÎT-BROUTCHOUX, LE MINEUR ANARCHISTE**

A l'occasion de la sortie du film *Germinal*, le groupe Humeurs Noires de la FA, le Centre culturel libertaire et la CNT organisent une conférence-débat sur Benoît-Brouchoux, l'anarcho-syndicaliste des mines, le samedi 2 octobre à 15 h.

Cette conférence aura pour thème : « Culture ouvrière, syndicalisme et révolution au début du siècle... et aujourd'hui ». Elle sera animée par Phil et Callens, auteurs de la BD consacrée à Brouchoux, ainsi que par plusieurs chercheurs universitaires et militants syndicalistes.

Pour tout renseignement concernant le lieu de la conférence et la liste des intervenants ou encore si vous avez un parent ou grand-parent « Brouchoutiste » désireux de témoigner, écrivez au CCL, 1/2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille ou téléphonez au 20.47.62.65.

D'autre part, une réédition des *Aventures épatantes et véridiques de Benoît-Brouchoux* (titre de la BD consacrée à cet anarcho-syndicaliste original et gouailleux) sera mise en vente fin septembre. On peut d'ores et déjà la commander contre un chèque de 60 F à l'ordre du CCL à l'adresse ci-dessus.

**Le Monde libertaire  
Virement permanent**

Chaque mois, le *Monde libertaire* bénéficie d'un virement permanent alimenté par les lecteurs suivants :

Graziela Maier : 50 F ; Gérard Pivert : 25 F ; Christophe Baudot : 150 F ; Pierre Bouey : 80 F ; Jean Etchegoren : 100 F ; « Les Amis de Pierre-Beshard » (Paris) : 150 F ; Pascal Bedos : 100 F ; Jean-André Cornic : 10 F ; Daniel Costes : 50 F ; Gérard Escoubet : 50 F ; Giraud-Chavignier : 300 F ; Jean Hedou : 50 F ; Guy Millot : 20 F ; Louis Magniolat : 200 F ; Yves Peyraut : 100 F ; Didier Cordelet : 30 F ; Jean-François Retou : 100 F ; Joël Saintier : 75 F ; Didier Martin : 50 F ; Bernard Perré : 50 F ; Jean-Jacques Legois : 50 F ; Jean-Marc Raynaud : 50 F ; Luc Bonet : 50 F ; Alain Cabanet : 100 F ; Mateo Sanchez : 50 F ; Bernard André : 50 F.

TOTAL : 2090 F

Si vous désirez faire partie de ces derniers et ainsi contribuer à la bonne santé de notre titre, dès à présent, n'hésitez pas à vous renseigner auprès de notre administrateur en vue d'entamer les démarches bancaires : Jean-Jacques Legois c/o APEL, BP1042 76205 Dieppe cedex.

MOITAT VALLÉE D'ASPE

**Eric Pétetin libéré**

**la lutte continue contre le tunnel**

**E**RIC PÉTETIN est donc sorti de prison le vendredi 20 août, grâce d'une signature magnanime par François Mitterrand qui, il faut bien le dire, n'avait pas vraiment le choix : laisser croupir quatorze mois en prison le médiatisé opposant au tunnel du Somport pour quelques actes non violents de bris de clôture, voilà qui aurait plutôt nuit à son image.

Malgré cette libération, rien n'est terminé pour autant. Le samedi 21 août, les opposants au tunnel et aux aménagements routiers qui y sont adjoints se sont rassemblés.

Ils étaient environ 300 (bien peu) devant l'ex-gare du village de Bedous, où fut accueilli « l'Indien », à peine sorti de la prison de Neuvic (Dordogne) et, pour l'événement, entouré d'une meute de journalistes.

Parmi ces opposants, on notait la présence des militants du Collectif pour la Sauvegarde Active de la Vallée d'Aspe (CSAVA), du Collectif Alternatives Pyrénéennes à l'Axe européen E7, de l'un des rares maires opposés ouvertement au projet, celui de Moureux, mais aussi ceux tout droit venus du village

écologique d'Ecotopia de Durban-sur-Arize (Ariège), parmi lesquels des Allemands, des ressortissants de l'Est ou encore des Néerlandais brandissant la pancarte suivante : « Amsterdam dit non au tunnel ! »... (comme quoi le Somport est devenu un enjeu dépassant le cadre de la seule vallée d'Aspe).

Parmi les opposants, on a encore eu droit aux inévitables dirigeants Verts : Antoine Waechter et Dominique Voynet, venus apporter leur soutien et saluer la libération de Pétetin. On ne les aura pas vus longtemps, juste au moment des discours... Histoire de dire qu'ils allaient « reprendre en main le dossier »... à leur profit, bien sûr.

Et nous ne serions pas complètes si nous n'évoquions la présence d'une délégation anarcho-syndicaliste de la CNT du Sud-Ouest.

**Sur le site**

Après le rassemblement de Bedous, cent-cinquante manifestants, à l'appel des seuls militants de la Goutte-d'Eau et de la CSAVA ont ensuite poursuivi la manifestation

sur le site du tunnel, à deux pas de la frontière espagnole, ceci bien que la plupart des orateurs, dont Eric Pétetin, n'aient pas cru bon devoir s'y rendre (ce qui fera les choux gras de quelques journalistes).

Cent-cinquante manifestants se sont donc retrouvés sur le site, face à une petite centaine de gardes mobiles. La confrontation (pacifique) a duré une petite heure.

Parmi ces manifestants venus sur le site, on a pu noter la présence d'une « villageoise » d'Ecotopia débarquant tout droit de Sibérie pour témoigner de la réalité des offenses faites à la nature (là-bas, on connaît cela plutôt bien)...

Bien que la seconde enquête d'utilité publique ait finalement encore conclu en faveur du tunnel, rien n'est perdu pour autant. Les opposants contestent cette deuxième enquête, arguant que les aménagements de la future voie rapide et les véhicules lourds y circulant (jusqu'à 1000 ou 3000 camions par jour, suivant les prévisions) pollueront gravement les réserves et cours d'eau de la vallée, qui alimentent quelque dizaines de milliers de personnes.

Les opposants au tunnel ont projeté durant le mois d'août, dans les villages environnants, un reportage retraçant le saccage, sur vingt ans, d'une autre vallée, située dans les Alpes, celle de la Maurienne. Edifiant !

**Gare aux bulldozers**

En outre, il faut savoir que suite au retard pris dans la réalisation du tunnel, ceci en raison du harcèlement des opposants, le gouvernement espagnol a réaffecté sur d'autres chantiers (autoroutes) le budget qu'il avait prévu pour le percement du tunnel, côté ibérique... D'où des problèmes en vue pour les pro-tunnel... Mais beaucoup reste encore à faire pour leurs adversaires : manifester, comme cela sera le cas le samedi 2 octobre à Oloron-Sainte-Marie ou surtout le vendredi 22 octobre à Saragosse (Espagne), et aussi se coucher devant les bulldozers qui débarqueront d'ici peu sur le chantier (c'est, du moins, ce à quoi Eric Pétetin invita l'assistance de Bedous).

B.D. et C.N.

**Pain Balladur  
et serrage de ceinture**

(suite de la « une »)

Enfin, des millions de « petits » Français peuvent-ils oublier le blocage des retraites, des allocations familiales, des pensions d'invalidité, des allocations aux adultes handica-

pés, des rentes d'accidents du travail... ?

Quant au chômage, il continue, selon la formule désormais consacrée, son inexorable progression. Chaque mois, des dizaines de travailleurs se retrouvent sur le pavé. Généreuse initiative : Citroën offre des tickets de RER pour le retour des licenciés à la maison ! Dans une récente interview, le ministre Carignoh a déclaré que l'emploi est la « préoccupation du gouvernement ». Il faut, a-t-il ajouté, « tracer des perspectives à moyen terme sans créer des illusions inutiles ». Traduction : Ça nous fend le cœur, mais on n'y peut rien. En joignant pieusement les mains et en baissant les paupières, saint Edouard dit à peu près la même chose. Tous ces braves gens savent bien que c'est le capitalisme qui porte en lui le chômage, comme la nuée porte l'orage...

A propos d'orage, on ne peut pas dire que le baromètre social soit sur « tempête », pour le moment. A Marseille, cependant, les dockers ripostent par des grèves aux attaques patronales ; grève des

facteurs, depuis deux mois, à Toulouse, pour s'opposer au développement des emplois précaires à la Poste ; grève aussi à l'usine Grundig de Creutzwald, menacée de liquidation. Les confédérations expriment, nous l'avons vu, leur hostilité au plan Balladur. Seront-elles capables de jouer le rôle qui aurait toujours dû être le leur : préparer la riposte du monde du travail ? Il est permis de rêver, pas vrai... ?

En attendant, voici une autre bonne nouvelle où nous apprenons que Balladur est vraiment capable de faire du concret. Il s'agit d'un décret, abondamment annoncé et commenté par les médias : la réglementation de la fabrication artisanale de la baguette de pain. Ce qui fera plaisir même à ceux qui n'ont pas grand-chose à croquer...

Serrage de ceinture et pain Balladur... Décidément, quel programme !

Sébastien Basson

**Pour le Monde libertaire  
un soutien efficace :  
l'abonnement !**

**Numéro hors-série  
Léo Ferré**

Une affiche (A3) a été publiée pour promouvoir ce numéro exceptionnel. Le paquet de 100 est disponible au prix de 35 F (port compris) à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico).

**SOMMAIRE**

PAGE 1 : Pain Balladur et serrage de ceinture (suite p. 8), Editorial : pas de répit pour les sans logis.  
PAGE 2 : Passerelles et chausse-trapes de la gauche.  
PAGE 3 : La torture de l'isolement.  
PAGE 4 : Kasdi Merbah assassiné : qui sont les commanditaires ? Pas d'appel pour Leonard Peltier, Barcelone : exposition internationale sur l'anarchisme.  
PAGE 5 : L'essor libertaire turc, l'anarchie dans sa diversité, Brèves internationales.  
PAGE 6 : Le coup de gueule du Lutécien solitaire, « Hôtel Oulstili » : fermeture administrative ! Nouvelles du front, Associations.  
PAGE 7 : Les jeunesse volées, « Les Tondues... ».  
PAGE 8 : Eric Pétetin libéré... la lutte continue contre le tunnel, Pain Balladur et serrage de ceinture (suite de la « une », Infos FA.